



SOTCHI
LE JOURNALISME
INDÉPENDANT
UN SPORT DE COMBAT

OCTOBRE 2013

REPORTERS
SANS FRONTIÈRES
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



ENQUÊTE DE JOHANN BIHR



SOTCHI

Population (2013): 368 011 habitants
Maire: Anatoly Pakhomov (depuis 2009)
Région: Krasnodar (Kouban)
Capitale régionale: Krasnodar
Gouverneur: Alexandre Tkatchev (depuis 2000)

INTRODUCTION

Ce rapport est le fruit d'une mission d'enquête menée par Reporters sans frontières à Sotchi, Krasnodar et Moscou du 12 au 18 septembre 2013. L'organisation a rencontré des journalistes et blogueurs de toutes tendances, des représentants des autorités locales et des principales organisations professionnelles, ainsi que des militants associatifs.

SOTCHI : VITRINE DU PAYS, UNE LOURDE RESPONSABILITÉ

Au sud de la Russie, sur la rive de la mer Noire, Sotchi n'est pas une ville comme les autres. Réputée « capitale estivale non-officielle » du pays tant de nombreux officiels y ont leur villégiature, ce n'est pas par hasard qu'elle a été choisie pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver. Les habitants aiment à dépeindre Sotchi comme « la troisième ville du pays » et à rappeler qu'elle a joui jusqu'en 1958 du statut de « ville républicaine » (dotée de son propre gouvernement, indépendant des autorités régionales) à l'égal de Moscou, Leningrad, Kiev et de quelques autres. Le développement de ce qui est devenu la première station balnéaire du pays a largement été impulsé par Staline, qui jouissait d'une datcha non loin de là. Le rapport privilégié de Sotchi avec l'élite moscovite s'est encore renforcé après l'éclatement de l'Union soviétique : la Crimée voisine, destination phare de la nomenklatura, est restée dans le giron de l'Ukraine, et la région de Sotchi l'a progressivement remplacé en tant que riviera russe. Sous l'ère Poutine – qui dispose lui aussi d'une datcha dans la région –, des investissements massifs ont été déversés sur Sotchi.

Ce statut privilégié a contribué, dans une certaine mesure, à émanciper Sotchi de son environnement immédiat, la région de Krasnodar, aussi appelée Kouban. « Par rapport à l'agrarie Kouban, Sotchi est une ville plus libérale », note Galina Tachmatova, rédactrice en chef du journal indépendant *Novaïa Gazeta Koubani*. Les spécificités de la ville la rendent propice aux innovations : l'afflux d'estivants a favorisé l'émergence d'un embryon de capitalisme dès l'époque soviétique, de nombreux habitants louant leurs résidences aux touristes. « Avant même la perestroïka, nous avons été les premiers de tout le pays à publier de la publicité en une », relève le rédacteur en chef du journal aujourd'hui disparu *Tchernomorskaïa Zdravnitsa*, Sergueï Belov. Le modèle économique de la presse locale repose aujourd'hui largement sur la publicité et la gratuité des journaux. En supplément de chaque numéro, l'hebdomadaire *Mestnaïa* diffuse un CD-rom contenant des vidéos et interviews supplémentaires consacrés à l'actualité locale. Même le Département de l'information de la municipalité se vante d'avoir des pratiques particulièrement modernes et « progressistes ».

La spécificité de Sotchi la place aussi sous une attention toute particulière de Moscou. Promue façade officielle du pays par les Jeux olympiques, Sotchi a été propulsée sous les projecteurs du monde entier. Le boom des prix immobiliers a



Les chefs d'Etat des principaux pays du bloc communiste sont réunis à Sotchi, à l'invitation de Leonid Brejnev, en juin 1973.

encouragé de nombreux Moscovites à investir dans ce qui est devenu l'un des territoires les plus lucratifs du pays. Les maires successifs de Sotchi ont tous été parachutés. Des personnalités d'envergure nationale, comme l'opposant libéral Boris Nemtsov, ont tenté de venir y briguer des mandats électifs. Vladimir Poutine a lui-même investi un certain capital politique dans la réussite des Jeux, les plus coûteux de l'histoire olympique. D'où de fréquents déplacements et une supervision scrupuleuse de la situation locale par le Kremlin. « C'est la ville de Vladimir Poutine, il y vient au moins une fois par mois, estime Oleg Roubejanski, rédacteur en chef du journal d'opposition *Mestnaïa*. Il considère cette région comme la sienne, les autorités locales craignent beaucoup son avis. »

Début octobre 2013, Sotchi est encore un gigantesque chantier. Malgré la fierté olympique, nombreuses sont les frustrations chez les habitants. L'organisation des Jeux, les expropriations et les risques écologiques soulèvent aujourd'hui moins de débats qu'il y a un an : les décisions sont depuis longtemps gravées dans le marbre et les travaux entrent dans leur dernière ligne droite. Les rancœurs et craintes sont aujourd'hui nourries par les embouteillages monstres, les coupures d'eau et d'électricité à répétition, la hausse vertigineuse des prix. Chacun pointe la logistique défectueuse et la corruption, qui alourdissent la note et conduisent les travaux à être refaits dix fois de suite. « Quel usage est fait des énormes sommes déversées ici ? s'interroge le militant écologiste Vladimir Kimaev. Comment seront maintenues toutes les infrastructures qui ont été construites ? » Par bien des aspects, et malgré tout ce qui en fait un territoire exceptionnel, Sotchi demeure, selon l'expression de Vladimir Kimaev, « le miroir de la Russie » et de ses difficultés. Cela vaut aussi pour la presse, même si de ce point de vue, Sotchi apporte un peu d'oxygène à une région verrouillée.

SOMMAIRE

Sotchi : Vitrine du pays, une lourde responsabilité 4

1. «L'indépendance conditionnelle» des médias locaux 8

La fermeture de *Tchernomorskaïa Zdravniitsa*,
«un coup terrible» porté au journalisme indépendant 9

1. Une très forte vulnérabilité économique 10

2. Le système public de «soutien aux médias», instrument
de dépendance majeur 11

3. Quel «dialogue» avec les autorités ? 17

4. L'empreinte des patrons de presse 15

2. Des pressions parfois très sensibles 17

1. Un journaliste assigné à résidence, un précédent inquiétant 17

2. *Mestnaïa* : Les démêlés judiciaires d'un journal d'opposition 21

3. Poursuites judiciaires en série 22

3. Les médias face aux Jeux olympiques 23

1. Les Jeux olympiques, chance ou malédiction
pour la liberté de la presse ? 23

2. L'attribution des accréditations, un concours de propagande ? 24

3. Quand Vladimir Poutine suspend la Constitution :
des Jeux sous état d'urgence 25

Un sport de combat et d'endurance 26

Recommandations 26

1 « L'INDÉPENDANCE CONDITIONNELLE » DES MÉDIAS LOCAUX

Si le paysage médiatique de Sotchi est marqué par une grande diversité de médias régionaux et municipaux, la plupart des interlocuteurs de Reporters sans frontières déplorent un pluralisme limité. De nombreux titres se font essentiellement les porte-voix de leur propriétaire – autorités ou particuliers. La ligne éditoriale de certains titres privés est parfois fluctuante, au gré de circonstances politiques, de manœuvres d'intimidation ou d'autres jeux de pouvoir. Les périodes électorales sont marquées par une floraison de titres éphémères. Toutefois des marges de manœuvre subsistent, et le journalisme indépendant, malgré tout, existe.

Le paysage audiovisuel est dominé par les chaînes publiques régionales *TV9* et *GTRK*, ainsi que la chaîne locale privée *Maks TV*. Ces chaînes produisent leurs propres programmes et retransmettent aussi certaines émissions de stations moscovites partenaires. *TV9* est le nouveau nom de *NTK* (Nouvelle télévision de Kouban), à l'origine une chaîne privée, rachetée par l'administration régionale peu après l'arrivée au pouvoir du gouverneur Alexandre Tkatchev en 2000. Selon la Fondation pour la défense de la Glasnost, l'ancienne propriétaire avait été évincée contre plusieurs millions de roubles et un poste au service de presse de l'administration. *Maks TV* appartient à la holding Maks Media Group, fondée il y a une quinzaine d'années par l'homme d'affaires Mikhaïl Mikchis, qui compte également la station de radio *Maks FM* et un site d'information, maks-portal.ru. Le groupe est en plein développement : les différentes rédactions ont récemment fusionné en une rédaction unique, et une chaîne d'information en continu verra le jour le 1er novembre.

Parmi les principaux titres de la presse écrite régionale figurent *Koubanskie Novosti* et *Kouban Segodnia*, dont l'administration est copropriétaire, ainsi que les journaux privés *Volnaïa Kouban* et *Ioug Times*. Les éditions régionales des journaux populaires nationaux rencontrent également un certain succès : *Moskovsky Komsomolets na Koubani*, *Argoumenty i Fakty Kouban*, *Komsomolskaïa Pravda Kouban...* *Novaïa Gazeta Koubani*, qui collabore avec la rédaction moscovite du même nom, connaît des tirages plus limités. Au niveau

LA FERMETURE DE TCHERNOMORSKAÏA ZDRAVNITSA, « UN COUP TERRIBLE » PORTÉ AU JOURNALISME INDÉPENDANT

municipal, les principaux titres sont les hebdomadaires privés *Nach Dom Sochi* et *Narodnaïa Gazeta Sochi*, l'organe de l'administration *Novosti Sochi* et le journal d'opposition *Mestnaïa*. De nombreux médias nationaux disposent de correspondants permanents à Krasnodar, voire à Sochi. Ils n'ont pas les mêmes contraintes que leurs homologues locaux, et peuvent parfois plus facilement aborder des thèmes sensibles.

Enfin, outre les sites Internet de ces médias et des sites d'information comme *Kavkazsky Ouzel*, la blogosphère s'est rapidement développée à Sochi. Le premier blog d'information à avoir vu le jour, *vesti-sochi.ru*, a été repris par la municipalité. D'autres se sont développés, notamment *privetsochi.ru* et *BlogSochi.ru*, qui jouissent d'une certaine popularité et apportent une bouffée d'oxygène à la sphère de l'information. *BlogSochi.ru* est un projet lancé par un jeune entrepreneur de la région du Baïkal installé il y a six ans à Sochi, Alexandre Valov. Hébergeur et auteur d'articles souvent très critiques de personnalités locales, il se dit l'objet de nombreuses poursuites.

Le militant écologiste Vladimir Kimaev l'affirme sans détour : « *Tchernomorskaïa Zdravnitsa* était un journal unique. Ses articles étaient absolument objectifs, couvrant les aspects positifs comme négatifs de la vie locale. Il constituait une pression sur le pouvoir. Sa fermeture est un coup terrible. »

Cet avis est largement partagé. Après quatre-vingt quinze ans d'existence, le plus ancien titre de la ville a fait paraître son dernier numéro le 1er mai 2012. Sous la conduite de son rédacteur en chef et copropriétaire, Sergueï Belov, il avait assis une ligne éditoriale qui se voulait « d'opposition constructive ». « *Tchernomorskaïa Zdravnitsa* était entièrement indépendante, nous étions financièrement autonomes, affirme Sergueï Belov. Les maires successifs de Sochi étaient tous très attentifs à ce que l'on écrivait. Nous étions très bien informés, et nous avons été parmi les seuls à dénoncer toutes les violations de la loi qui ont accompagné le boom immobilier : les constructions en zones sismiques, en zones inondables, en zones protégées... » Le journal était prêt à insérer des articles émanant des services de presse municipal et régional, mais à la différence de nombreux autres titres, ils étaient publiés sous la mention « service de presse ».

L'assise matérielle de *Tchernomorskaïa Zdravnitsa* était à la fois fondée sur son passé soviétique et sur une gestion innovante. Sergueï Belov, membre d'associations professionnelles internationales telles qu'IPI et la WAN, est intarissable sur l'avancée technologique longtemps maintenue par son journal. Son envergure régionale a longtemps protégé *Tchernomorskaïa Zdravnitsa* des multiples pressions de la municipalité. « Dès avant la perestroïka, nous recevions trois fois plus de courriers de lecteurs que le principal titre régional, *Sovietskaïa Kuban*. Le maire ne pouvait pas tout se permettre. Nous jouions au jeu du chat et de la souris. »

Mais concurrence déséquilibrée et poursuites judiciaires ont fini par avoir raison de *Tchernomorskaïa Zdravnitsa*. Suite à des procès, les locaux du journal ont été saisis, de même que ses entrepôts et sa presse. D'après la journaliste Svetlana Kravtchenko (voir partie III), « la fermeture de *Tchernomorskaïa Zdravnitsa* a été sciemment orchestrée. »

Le monument commémorant le 80e anniversaire de *Tchernomorskaïa Zdravnitsa* a aujourd'hui des allures de pierre tombale.



1. UNE TRÈS FORTE VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE

Le paysage médiatique à Sotchi est marqué par le poids de la presse gratuite. *Narodnaïa Gazeta – Sotchi*, dirigée par la conseillère municipale Tatiana Tchernovalova, est ainsi diffusé à 100 000 exemplaires dans les boîtes aux lettres de la ville et des environs. C'est aussi le cas de *Nach Dom Sotchi*, un hebdomadaire privé proche du maire, dont 70% de la surface est réservée à la publicité et aux annonces. *Novosti Sotchi*, le journal officiel de la mairie, suit le même modèle, tout comme le journal d'opposition *Mestnaïa*. A leurs côtés, les publications purement commerciales se sont multipliées.

Tchernomorskaïa Zdravnitsa est le premier journal à avoir publié un supplément gratuit, *Kourortnaïa Nedelia*, pour attirer les annonceurs et faire vivre le journal. Le plus ancien titre de la ville, fondé en 1917, avait su adopter une stratégie innovante pour se forger une réelle autonomie financière et éditoriale (voir encadré). Mais il a été dépassé par la multiplication des publications purement publicitaires, plus attractives pour les annonceurs que ce journal volontiers critique des autorités locales. L'hebdomadaire *Sotchi*, réputé au début des années 2000 pour ses enquêtes sans concession sur des sujets souvent sensibles, avait également cessé de paraître plusieurs années auparavant.

© TASS / AFP



2. LE SYSTÈME PUBLIC DE « SOUTIEN AUX MÉDIAS », INSTRUMENT DE DÉPENDANCE MAJEUR

Comme à travers tout le pays, la plupart des médias locaux ont conclu avec les autorités municipales et régionales des « accords de fourniture d'information ». Ce système est officiellement destiné à soutenir financièrement les médias locaux. Les autorités leur attribuent en effet de généreuses subventions et des avantages fiscaux – en échange de quoi les médias récipiendaires sont tenus de publier un quota d'informations émanant directement du service de presse de l'administration. Ces informations vont bien au-delà des avis officiels : il s'agit souvent de véritables publiereportages à la gloire des autorités, qui sont rarement indiqués comme tels au milieu des autres sujets. Dans certains cas, il peut aussi s'agir d'accorder un certain temps de parole aux représentants des autorités.

L'attribution de ces subventions fait l'objet d'un concours, renouvelé à échéances régulières. Les sommes en jeu sont considérables et l'enjeu financier est souvent énorme pour des médias fragilisés par la fuite des annonceurs vers les titres purement publicitaires. Dans un rapport d'enquête sur la région de Krasnodar publié en 2003, la Fondation pour la Défense de la Glasnost soulignait déjà le rôle central de ce système comme outil de pression des autorités locales sur les médias.



« Ces concours se tiennent conformément aux lois de la Fédération de Russie, proteste Mikael Nersesian, du Département de l'information de la municipalité de Sotchi. Chaque média avec lequel nous nouons de tels accords y trouve son intérêt, nous leur proposons ce dont ils ont besoin en nous adaptant aux différents formats. [...] En aucun cas nous n'influons leurs sujets [...] Nous ne consacrons que 20% de notre temps de travail à proposer aux médias du contenu préparé par l'administration. Les 80% restants, nous les passons à répondre à leurs propres demandes. De même, je dirais qu'environ 20% du contenu des médias [qui nous sont liés par un accord] est issu de l'administration, contre 80% de contenu autoproduit. »
Pourtant, plusieurs journalistes rencontrés font état d'une intervention tatillonne des services de presse de l'administration dans l'éditorialisation et la présentation des contenus qu'ils fournissent. Les « accords de fourniture d'information » représentent ainsi de véritables chevaux de Troie accordant à l'administration un droit de regard extensif sur une partie des contenus publiés – avec la tentation d'aller plus loin – et sur les finances des médias en question.

D'après Viatcheslav Smeïoukha, rédacteur en chef du quotidien régional *Koubanskie Novosti* et représentant de l'Union des journalistes à Krasnodar, discuter les directives de l'administration est possible :

« Être lié à l'administration par l'un de ces accords ne signifie pas que la critique est impossible, et on peut toujours les dénoncer. Il est vrai que certains fonctionnaires pensent qu'ils peuvent en profiter pour nous dicter ce que nous devons écrire. J'ai reçu quelques coups de fil de cet ordre. Mais il suffit de rester fermes et de les remettre à leur place. » Dans un climat de concurrence exacerbée et sur un marché local, entrer dans un rapport de force avec l'administration est pourtant difficile au regard des enjeux économiques. Seuls peuvent réellement se le permettre les quelques médias qui disposent d'une forte assise financière.

Le bihebdomadaire *Novaïa Gazeta Kubani*, quant à lui, figure parmi les très rares médias qui se refusent à conclure de tels contrats. « Je ne suis pas peinée du fait que les journalistes de *Novaïa Gazeta Kubani* ne soient presque jamais invités aux briefings et conférences de presse officielles, souligne sa rédactrice en chef, Galina Tachmatova. Au contraire, je suis même heureuse que nous ne perdions pas notre temps à recevoir une dose quotidienne de propagande. Cela ne nous empêche nullement de recevoir de l'administration l'information dont nous avons besoin. Nous lui envoyons des demandes précises, auxquelles elle nous répond dans le délai légal de sept jours. C'est bien plus efficace. » Au milieu de médias subventionnés par les autorités, *Novaïa Gazeta Kubani* est dans une situation économique précaire. Le journal est loin d'être disponible dans tous les kiosques. Il peut compter sur la réputation de la rédaction moscovite de *Novaïa Gazeta*, qui fournit une grande partie du contenu. Mais il ne reçoit aucune aide matérielle de sa part. « La question [de la survie du titre] se pose toujours ! reconnaît Galina Tachmatova. Nous faisons chaque numéro comme si c'était le dernier. »

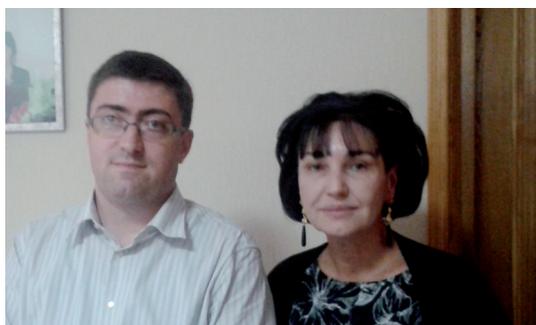
Bâtiment
de l'administration
municipale de Sochi



3. QUEL « DIALOGUE » AVEC LES AUTORITÉS ?

Quand on interroge journalistes et administration sur leurs relations mutuelles, le maître mot est « dialogue ». Mais les réalités dépeintes par les uns et les autres donnent à ce mot des sens bien différents.

A la municipalité de Sotchi, comme ailleurs en Russie, le Département de l'information joue un rôle essentiel dans les relations entre le pouvoir et les médias. Sa fonction principale est de faire connaître le travail de la mairie et de propager la parole officielle, y compris à travers les « accords de fourniture d'information » passés avec la plupart des médias. Ses collaborateurs réalisent aussi une veille active des médias locaux et le cas échéant, réagissent à ce qui y est dit, y compris en postant des commentaires sur les blogs de la ville.



La responsable du Département de l'information, Tatiana Pchenisnova, et son adjoint Mikael Nersesian.

Mais d'après sa responsable, Tatiana Pchenisnova, et son adjoint Mikael Nersesian, le Département est essentiellement au service des journalistes, dans la mesure où c'est le point focal vers lequel ils se tournent lorsqu'ils ont besoin d'une information officielle. « Nous facilitons l'accès des journalistes aux responsables politiques, nous les aidons à obtenir des interviews auprès du maire, de ses adjoints [...] Nous préparons des statistiques, des briefings à leur intention [...] C'est aussi dans notre intérêt qu'ils reçoivent l'information. D'ailleurs, comme nous sommes les représentants de l'administration les plus ouverts et les plus proches, on nous appelle parfois pour tout et n'importe quoi. Nous prenons peut-être un peu trop sur nos épaules », suggère Tatiana Pchenisnova, qui se présente comme une intermédiaire : « les journalistes nous prennent pour des fonctionnaires, et les fonctionnaires nous prennent pour des journalistes. »

Pourtant, dans la bouche de plusieurs professionnels des médias rencontrés, le Département de l'information aurait plutôt des aspects de bureau de la censure. Ils déplorent des appels incessants, des pressions non dissimulées, des ingérences dans les contenus éditoriaux. A l'occasion, le maire lui-même n'hésite d'ailleurs pas à décrocher son téléphone. Interrogé à ce sujet, Mikael Nersesian proteste : « La censure

est interdite par la Constitution. Nous ne voulons ni ne pouvons y avoir recours. Si nous le faisons, nous serions traînés devant les tribunaux. Pourquoi aurions-nous besoin de nous créer de tels problèmes ? » Pour Tatiana Pchenisnova, si le Département de l'information passe tant d'appels téléphoniques aux journalistes, c'est par souci d'efficacité et de réactivité. « Nous nous efforçons de travailler au rythme de l'information. Nous sommes fiers de ne pas fonctionner comme la plupart des autres services de presse qui, lorsqu'ils remarquent une information erronée ou mensongère dans un média, lui adressent par la Poste une injonction à y remédier sous dix jours... Quand c'est le cas, nous menons un dialogue avec le média en question et l'incitons à publier un démenti sous trois jours. Nous tâchons d'éviter les procès, les journalistes y ont eux-mêmes tout intérêt ! »

Au niveau régional, si la plupart des médias reconnaissent un tabou, c'est la personne du gouverneur, Alexandre Tkatchev. « On peut critiquer tout le monde, mais avec le gouverneur, la situation est un peu différente, relève Viatcheslav Smeïoukha. C'est le cas pour tous les médias locaux en Russie... Il me semble que c'est pareil partout dans le monde. Si l'on critique le gouverneur, il faut vraiment avoir des arguments très sérieux... » D'ailleurs, ce sont les autorités locales qui délivrent – et le cas échéant, retirent – les licences des médias locaux.

La rédactrice en chef
de *Maks Media Group*,
Natalia Boïko



4. L'EMPREINTE DES PATRONS DE PRESSE

L'ensemble des interlocuteurs de Reporters sans frontières reconnaissent que l'autocensure reste largement ancrée dans les pratiques professionnelles. « Notre journal est libre, et pourtant les journalistes me demandent toujours : 'Est-ce que je peux dire ceci ou cela, écrire comme cela ?' Sur les Jeux olympiques, par exemple, ils sont assez crispés. Je leur réponds d'écrire simplement ce qu'ils pensent vraiment, affirme Viatcheslav Smeïoukha. Le traitement éditorial dépend beaucoup des chefs de rédaction. Certains se comportent dignement. »

Dans un tel contexte, la liberté de ton d'une publication repose en effet largement sur la personnalité de son dirigeant, son rapport avec l'administration et les principaux acteurs économiques, sa conception du journalisme, sa détermination à se battre pour gagner son autonomie éditoriale. Mission d'autant plus compliquée que dans la région, plusieurs rédacteurs en chef sont aussi patrons de presse : la cloison entre politique éditoriale et gestion économique est tout sauf étanche...

La rédactrice en chef des titres appartenant à la holding Maks Media Group, Natalia Boïko, reconnaît volontiers ce que la relative indépendance éditoriale du groupe doit au statut de son directeur, Mikhaïl Mikchis. Importante personnalité locale, il est en proche relation avec l'administration, mais sa stature lui confère une certaine marge de manœuvre. C'est lui qui fixe la politique éditoriale du groupe. « *Maks TV* est l'une des rares chaînes qui se permettent de critiquer les autorités. Le maire nous fait régulièrement savoir son mécontentement quant à notre couverture de tel ou tel événement. [...] Hier encore, nous avons invité la Société de géographie à participer à notre talk-show 'Tchasovoï Efir', sur le thème des constructions en zones protégées. Je ne peux pas dire non plus que nous pouvons tout dire. Nous comprenons dans quel environnement nous évoluons. Qui plus est, au regard de la forte attention pour Sotchi au niveau national, nous ne tenons pas à attirer des ennuis à notre ville », confie-t-elle.

A une échelle locale, les liens entre autorités et dirigeants de médias sont naturellement multiples. Plusieurs directeurs de médias sont membres du « Conseil citoyen » du Comité d'organisation des Jeux olympiques, un organe consultatif formé sur le modèle des diverses commissions de représentatives de la société civile mises en place auprès de la présidence et du gouvernement russe. On y retrouve entre autres Viatcheslav Smeïoukha, Mikhaïl Mikchis, le directeur de *VGTRK* Sotchi Dmitry Mozolyuk et la rédactrice en chef de la chaîne publique russe à l'attention de l'étranger, *Russia Today*, Margarita Simonian, native de Krasnodar.

Non contente de créer en 2004 *Novaïa Gazeta Kubani*, Galina Tachmatova a mis en place une association, « Golos Koubani » (la Voix de Kouban) pour regrouper, protéger et encourager les journalistes indépendants de la région. L'association a mené de nombreux projets dans la région et au-delà pour sensibiliser les médias aux questions écologiques, à la démocratie locale... Prenant au mot les déclarations d'intention des autorités, elle organise des concours d'enquêtes sur la corruption. Pour dénoncer les obstacles que les journalistes rencontrent dans l'accès à l'information, elle remet chaque année au service de presse le plus opaque de la région un anti-prix, le « Poulet rôti ». En marge des circuits officiels, le journalisme indépendant réinvente de nouvelles solidarités et de nouveaux rites.



La rédactrice en chef
de *Novaïa Gazeta Kubani*,
Galina Tachmatova

2

DES PRESSIONS

PARFOIS TRÈS SENSIBLES

La grande majorité des journalistes de Sotchi subit rarement autre chose que les formes de pressions douces et les incitations à l'autocensure précédemment évoquées. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont à l'abri de tout danger. Le nom de Sergueï Zolovkine, journaliste de *Novaïa Gazeta* puis de l'hebdomadaire *Sotchi*, revient régulièrement dans les conversations : bien connu à Sotchi pour ses enquêtes sur les constructions illégales, la corruption de la justice et les affaires criminelles, il a échappé de justesse à une tentative d'assassinat par balles le 11 mars 2002 . La même année, il a fait l'objet d'un procès retentissant intenté par des magistrats. Cible de nouvelles menaces, il a quitté le pays pour se réfugier en Allemagne.

Le 31 décembre 2010, la rédaction de *Narodnaïa Gazeta – Sotchi* a été ravagée par un incendie criminel . Parmi les causes potentielles invoquées par la directrice du journal (par ailleurs membre du Conseil municipal), Tatiana Tchernovalova, plusieurs articles sur des problèmes fonciers, immobiliers et de corruption. Au-delà des journalistes, de nombreux militants associatifs, notamment écologistes, ont été harcelés ces derniers mois : Suren Gazarian, Vladimir Kimaev, Natalia Kalinovskaïa... Le défenseur des droits de l'homme Mikhaïl Savva, arrêté le 12 avril et accusé de « détournements de fonds », est toujours en détention provisoire à Krasnodar.

1. UN JOURNALISTE ASSIGNÉ À RÉSIDENCE, UN PRÉCÉDENT INQUIÉTANT

La privation de liberté du journaliste freelance Nikolai Larst est une première à Sotchi. Reporter expérimenté collaborant avec la chaîne de télévision publique *OTR*, il a été arrêté le 23 mai et inculqué pour « possession illégale de drogues » (article 228 du code pénal). Assigné à résidence et privé de tout contact avec ses amis et collègues depuis plus de quatre mois, il risque dix ans de prison. L'enquête menée contre lui a été marquée par de nombreuses incohérences et violations de procédure, dont l'accumulation semble difficilement compatible avec de la simple négligence.

Le 23 mai 2013, peu avant 15 heures, Nikolai Iarst et son cameraman Filipp Vasilenko se rendent au Comité d'enquête (équivalent russe du FBI) de Sotchi, où ils ont rendez-vous pour obtenir des informations dans le cadre d'une investigation, quand leur véhicule est stoppé en route par un officier de la police routière. Comme le raconte à Reporters sans frontières Filipp Vasilenko : « Nous n'avions commis aucune infraction [au code de la route], nous conduisions lentement du fait des embouteillages [...] Contrairement à l'une des versions avancées a posteriori par la police, nos ceintures de sécurité étaient attachées. D'ailleurs c'est l'une de ces voitures dans lesquelles se déclenche un signal sonore si les passagers ne sont pas attachés. [...] Les policiers nous ont dit que notre voiture faisait l'objet d'un signalement, selon lequel nous transportions quelque chose d'illégal. » De nombreux autres

policiers sont immédiatement apparus sur les lieux et l'un d'entre eux a découvert sur le siège arrière de la voiture une enveloppe contenant de la drogue.

Selon la version présentée plus tard par le ministère de l'Intérieur, le véhicule aurait été arrêté parce qu'il avait enfreint le code de la route, puis le conducteur et les passagers se seraient comportés « de façon étrange », ce qui aurait motivé la fouille. Pourtant, la déposition du principal témoin à charge indique bien qu'il a averti la police après avoir vu Nikolai Iarst dissimuler de la drogue dans sa voiture, la veille de l'arrestation.

Nikolai Iarst a été interpellé, soumis à des analyses toxicologiques négatives, avant d'être mis en examen pour « possession illégale de

drogues ». Après deux jours de garde à vue, et alors qu'une campagne de mobilisation en sa faveur était lancée, le journaliste a été relâché et placé sous contrôle judiciaire. Mais une semaine plus tard, la police a déclaré qu'elle avait retrouvé des traces de drogues sur les vêtements que le journaliste portait lors de son interpellation - en quantité toutefois si infime qu'il n'en reste rien. Nikolai Iarst a dès lors été assigné à résidence, avec interdiction de communiquer avec qui que ce soit à l'exception de son avocat, du juge d'instruction, de son épouse et de Filipp Vasilenko, son colocataire. Une première enquête, conduite en un temps record, s'est close le 7 juin. Cependant, les incohérences étaient telles que le parquet a ordonné un complément d'enquête, conclu le 23 août. Le 27 septembre, la prolongation pour un mois supplémentaire de l'assignation à résidence du journaliste a été confirmée en appel. Le procès devrait s'ouvrir prochainement.

Pourquoi les circonstances de l'arrestation de Nikolai Iarst ont-elles été présentées sous plusieurs versions différentes ?

Pourquoi les circonstances de l'arrestation de Nikolai Larst ont-elles été présentées successivement sous plusieurs versions différentes par les forces de l'ordre ? Pourquoi la police n'a-t-elle pas fouillé les vêtements du journaliste dès son arrestation, comme c'est l'usage, plutôt que de se rendre compte une semaine plus tard (et sans témoins) que ceux-ci portaient des traces de narcotiques ? Et comment considérer ces traces comme un élément de preuve dans la mesure où elles ont entièrement disparu ? Enfin, si le journaliste était réellement toxicomane, comment aurait-il pu commettre l'imprudence d'emporter de la drogue dans sa voiture pour un rendez-vous avec les forces de l'ordre ? Autant de questions qui restent à ce jour sans réponse.

Nikolai Larst nie intégralement les faits qui lui sont reprochés et affirme que l'affaire a été montée de toutes pièces contre lui en raison de ses activités professionnelles. Au moment de son arrestation, il enquêtait sur le cas d'une fillette de sept ans, retenue depuis le décès de sa mère par le compagnon de cette dernière. Le journaliste avait mis en évidence le peu d'empressement de la police et du Comité d'enquête à faire appliquer une décision de justice plaçant la fillette, héritière de parts dans des biens immobiliers et fonciers, sous la responsabilité de son père biologique. Ce qui suscite des soupçons de collusion entre certains membres des forces de l'ordre et la personne qui retient la fillette. Parmi les autres pistes envisagées par la défense, Nikolai Larst aurait eu une altercation le 20 avril avec une personne se présentant comme un colonel de la police locale, qui l'aurait menacé de « représailles ».

L'un des avocats du journaliste, Alexandre Popkov, fait état de pressions sur les témoins. « Nous ne collaborons plus que de façon minimale avec l'enquête, car tous les éléments que nous apportons sont retournés contre nous », déplore-t-il. Et de poursuivre : « Les délais légaux ne sont pas observés : l'enquête s'est close le 23 août, mais ce n'est que le 2 septembre qu'elle a été transmise au procureur. Ce dernier avait normalement dix jours pour décider de l'approuver en l'état ou de demander un complément d'enquête. Pourtant, douze jours plus tard, toujours rien. [...] Tout est fait pour compliquer le travail de la défense. [...] A plusieurs reprises, nous avons demandé une reconstitution des faits, mais les enquêteurs s'y sont refusés jusqu'à ce que le procureur l'ordonne. Trois reconstitutions successives ont donc fini par être organisées, mais une seule a été prise en photo pour être versée au dossier. » Encore les conditions de la reconstitution différaient-elles sensiblement de celles de l'arrestation du journaliste. La confiance des avocats de la défense est si entamée qu'ils en arrivent à se demander si l'envoi par la Poste de divers documents émanant du parquet à Nikolai Larst ne constitue pas un piège : officiellement, le journaliste a en effet interdiction de recevoir des correspondances.

De l'aveu d'Alexandre Popkov, le moral de son client pâtit de cette situation ubuesque. « Son état psychologique n'est pas bon. Il se sent abandonné, il a l'impression que personne ne le croit... » Le 30 juin, Filipp Vasilenko s'est par ailleurs retrouvé sans emploi : le contrat qui le liait depuis deux ans avec la chaîne de télévision *TV Tsentri* n'a pas été renouvelé. Pour l'avocat, cette affaire, qui connaît un certain retentissement dans la mesure où elle concerne un journaliste, est révélatrice de travers de la justice dont souffrent tous les citoyens. Sotchi, « miroir de la Russie » ?



Les locaux du journal *Mestnaïa*.

2. MESTNAÏA : LES DÉMÊLÉS JUDICIAIRES D'UN JOURNAL D'OPPOSITION

Mestnaïa est un journal connu pour sa ligne éditoriale très critique des autorités locales. « Dès le début, nous avons décidé de ne pas nous intéresser aux aspects positifs de la vie politique locale : les autres médias le font déjà, et ils le font bien mieux que nous, reconnaît son directeur et propriétaire, Oleg Roubejanski. Cela ne veut pas dire que tout va mal, loin de là. Mais nous avons simplement décidé de parler des problèmes qui n'apparaissent pas ailleurs : les pots de vin, les embouteillages, les coupures d'eau et d'électricité, la corruption des établissements médicaux [...] Nous avons publié plus de 45 articles sur les problèmes liés à la préparation des Jeux olympiques : cas de corruption, problèmes écologiques, exploitation de la main d'œuvre... »

21

Le 7 juin 2013, les locaux de *Mestnaïa* ont été perquisitionnés dans le cadre d'une enquête ouverte pour « violation des droits d'auteur » contre Oleg Roubejanski. D'après ce dernier, l'enquête s'inscrivait dans le prolongement d'une série d'inspections policières conduites lors du déménagement de la rédaction dans de nouveaux locaux, abritant auparavant un magasin de DVD. Tous les ordinateurs de *Mestnaïa* ont été saisis, au motif qu'ils pouvaient contenir des logiciels piratés. Ils ont été rendus au journal fin juillet, lorsque l'enquête a finalement été abandonnée. Mais entre temps, la police a eu accès aux bases de données de sources et de contacts stockées dans les ordinateurs, en violation patente du principe de la confidentialité des sources. Dans un numéro spécial publié le 14 juin, la rédaction a dénoncé une manœuvre d'intimidation à l'égard du journal.

Ce n'était pas un incident isolé. En février 2013, *Mestnaïa* avait échappé à la fermeture. L'autorité de régulation des communications, Roskomnadzor, avait déposé une demande en justice en ce sens, au motif que le journal ne lui aurait pas transmis une copie de ses statuts, trois ans plus tôt. Le tribunal avait rejeté la plainte.

Le 26 avril 2010, le rédacteur en chef de *Mestnaïa*, Arkady Lander, avait été violemment agressé, chez lui, par deux inconnus. Ces derniers, repérés par des voisins aux alentours de l'appartement les jours précédents, ont porté à la tête du journaliste de violents coups de barres de métal. Il a été hospitalisé avec une fracture du crâne, une commotion cérébrale et des lacérations profondes à la tête. Rien n'a été volé dans son appartement, ce qui accrédite la thèse d'Arkady Lander selon laquelle il a été agressé du fait de son activité professionnelle.

3. POURSUITES JUDICIAIRES EN SÉRIE

Enquêter sur des faits de corruption, des prises illégales d'intérêts ou d'autres dossiers sensibles, comme le fait *Novaïa Gazeta Koubani* à l'image de son confrère moscovite, n'est pas chose aisée. D'après Galina Tachmatova, son journal est en permanence l'objet d'au moins cinq ou six poursuites judiciaires. « Nous travaillons très scrupuleusement et nous pesons chaque mot en pensant aux tribunaux, précise-t-elle. En près de dix ans d'existence, nous n'avons été condamnés qu'une seule fois : notre journaliste avait interviewé le chef de l'inspection des impôts, mais ce dernier a ensuite nié avoir tenu ces propos. Depuis lors, nous faisons systématiquement relire par leurs auteurs les commentaires que nous publions, et nous leur demandons de signer pour confirmer leur accord ! »

« Dans le dernier procès qui nous est intenté, la compagnie monopoliste dans la région, Krasnodarmejregiongaz, nous réclame près de 7 millions de roubles (près de 160 000 euros) de dommages et intérêts pour un article sur des faits de corruption, alors que chacun des éléments que nous avançons est issu de déclarations ou de documents officiels. C'est le genre de somme que l'on nous réclame habituellement, pour intimider les journalistes [...]. Même si nous gagnons ces procès, ils nous prennent une quantité inimaginable de temps et d'argent », conclut Galina Tachmatova.

Svetlana Kravtchenko est une journaliste bien connue à Sochi pour ses articles critiques des autorités locales et ses investigations sur des cas de corruption. Ancienne collaboratrice de *Tchernomorskaïa Zdravnitsa*, elle travaille aujourd'hui pour le site d'information indépendant sur le Caucase *Kavkazsky Ouzel*, basé à Moscou. La journaliste est régulièrement la cible de diverses tentatives d'intimidation, de menaces et de poursuites judiciaires. Elle avait notamment été poursuivie, en 2006 et 2007, pour des articles sur des expropriations et des déplacements de tombes. Le 8 décembre 2011, alors qu'elle enquêtait sur les dysfonctionnements de la distribution d'eau à Sochi et cherchait à interviewer des représentants de la compagnie gestionnaire, la journaliste a été prise à partie par un agent de sécurité qui lui a intimé l'ordre de cesser de filmer et de quitter les lieux. « J'avais prévenu que je viendrais [au bureau de la compagnie] dans le cadre de mon reportage, raconte-t-elle à Reporters sans frontières. Devant mon refus, le gardien a frappé ma caméra et m'a fait barrage pour m'empêcher de sortir. J'ai finalement réussi à m'échapper mais je me sentais si mal que j'ai dû aller aux urgences », où elle a été traitée pour hypertension. C'est pourtant l'agent de sécurité qui a porté plainte contre elle pour coups et blessures. Dans ses efforts pour fuir, la journaliste lui a en effet légèrement griffé l'oreille. Aussi absurde que cela puisse paraître, Svetlana Kravtchenko a été reconnue coupable en décembre 2012 et condamnée à 10 000 roubles d'amende (environ 228 euros).

En mars 2013, cette condamnation a été annulée en appel pour vice de procédure. Mais l'affaire est aujourd'hui rejugée. Les experts sont actuellement en train d'examiner les documents médicaux. « C'est un combat absurde, bête, mais je suis obligé de le mener », estime la journaliste. Brimades et tracasseries administratives se sont entre temps ajoutées aux procédures judiciaires : après la condamnation de Svetlana Kravtchenko en première instance, le service des migrations a refusé de lui délivrer un passeport. Une fois le verdict cassé, elle s'est vue remettre un passeport valide cinq ans, et non le passeport valable dix ans dont elle avait fait la demande. Elle a en outre dû payer une deuxième fois les frais d'émission.

3

LES MÉDIAS FACE

AUX JEUX OLYMPIQUES

1. LES JEUX OLYMPIQUES, CHANCE OU MALÉDICTION POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ?

23

Corruption, constructions anarchiques et bétonisation d'une ville auparavant très verte, dégâts écologiques, trafics fonciers... Il serait inexact de dire que les médias locaux sont restés silencieux sur les grands problèmes liés à la préparation des Jeux olympiques. Certains l'ont fait abondamment, d'autres ne l'ont pas fait du tout. Mais les premiers ne sont pas les plus influents...

Un certain nombre d'inquiétudes et de scandales ont émergé dans le débat public. Mais dans des proportions et auprès d'audiences inférieures à ce qu'on aurait pu attendre pour un événement de cette importance. « Les Jeux, on n'en parle qu'en positif, comme d'un défunt », plaisante Svetlana Kravtchenko. La fierté olympique, l'envie de promouvoir la ville devant le reste du pays, ont sans doute aussi contribué à réfréner les critiques.

L'attention nationale et internationale a cependant joué le rôle de caisse de résonance. D'après Galina Tachmatova, « grâce aux associations, notamment écologistes, il y a eu beaucoup de critiques des Jeux olympiques dans les médias, au début. C'est justement l'un de ces exemples où la pression médiatique a obligé les autorités à respecter la loi. Cette expérience leur aura beaucoup appris : placées sous les projecteurs, elles ont dû faire des concessions à l'opinion et mettre un terme à certaines violations. Cela fait cinq ans que les travaux olympiques se poursuivent, cinq ans que les autorités travaillent sous la surveillance des médias. Elles ont commencé à mieux travailler, du moins à Sotchi. »



Le militant écologiste,
Vladimir Kimaev

Vladimir Kimaev est plus circonspect : « Je ne crois pas que les autorités aient pris en compte les critiques, car aucune mesure significative n'a été prise en conséquence. » Pour lui, au-delà de l'omerta sur certains incidents, les principaux médias locaux ont surtout failli à leur fonction de confronter des vues contradictoires, et par là même de faire naître un dialogue : « Il n'y a aucun relais pour informer les citoyens de ce que nous pensons. [...] Les journalistes doivent juger d'une dispute. Mais comment cela serait-il possible s'ils sont eux-mêmes parties prenantes, engagés d'un côté de la barrière ? [...] Il n'y a personne à qui faire appel. Et dans ce cas, le dialogue est impossible, seule la pression fonctionne. [...] Il est plus facile de parler aux médias nationaux et internationaux. »

2. L'ATTRIBUTION DES ACCRÉDITATIONS, UN CONCOURS DE PROPAGANDE ?

A l'occasion de l'ouverture des Jeux, une foule de journalistes va se déverser sur Sotchi. Le Comité d'organisation olympique délivrera jusqu'à 2 800 accréditations, dont 200 sont réservées aux journalistes russes. Les professionnels des médias dépêchés sur place seront choyés : le Comité d'organisation a annoncé la construction d'hôtels qui leur seront spécialement dédiés. Chaque accréditation donnera accès à un réseau wi-fi gratuit.

Pourtant, les conditions d'attribution des accréditations olympiques aux médias de Sotchi ont suscité de vives polémiques. Après avoir demandé à toutes les rédactions de lui envoyer les noms des correspondants qu'elles voulaient accréditer, le Comité d'organisation a annoncé qu'ils

étaient trop nombreux et qu'un concours serait organisé pour les départager. Un concours de rédaction a effectivement été organisé à l'été, sur le thème « Ta star sportive ». De nombreuses voix se sont élevées contre ce qui apparaissait comme un concours de propagande, un moyen de sélectionner les journalistes les moins critiques envers les autorités. Pour Levan Broladze, ancien responsable local de l'Union des journalistes par qui la nouvelle est arrivée, « c'était un concours sur le thème 'Qui me louera le mieux' ». Plusieurs médias ont refusé d'y participer. Le blogueur Aleksandr Valov, responsable du site BlogSochi.ru, a même appelé les acteurs de l'information locaux

à boycotter les Jeux. A la mi-septembre, la plus grande confusion régnait encore, plusieurs médias ne sachant toujours pas si leurs correspondants étaient accrédités ou non. « J'ai appris récemment qu'un ancien journaliste devenu attaché de presse d'une entreprise de distribution d'électricité figurait parmi les vainqueurs du concours », confie, perplexe, la directrice de la rédaction unique de Maks Media Group, Natalia Boïko.

Pour la plupart des journalistes rencontrés, cependant, obtenir l'accréditation n'était pas une question essentielle. La plupart des médias de Sotchi n'ont de toute façon pas les moyens de rivaliser avec la couverture des Jeux assurée par tous les médias nationaux et internationaux. « Ce qui importe pour nous, ce sont moins les événements sportifs en tant que tels, que la manière dont la population accueillera les invités, comment la ville passera ce 'concours' », assure Levan Broladze. « A ce jour, nous n'avons aucun correspondant accrédité, affirme aussi Natalia Boïko. Mais nous collaborons bien avec les collègues des médias nationaux, avec l'agence *RIA-Novosti* : nous nous organiserons certainement pour qu'ils partagent les informations. D'une certaine manière, ne pas être accrédité nous 'obligera' à couvrir non pas les événements qui seront déjà sur tous les écrans, mais les à-côtés, dont des sujets plus gênants : comment on circule en voiture à Sotchi, par exemple... Finalement, ce sera plus intéressant. »

Un moyen
de sélectionner
les journalistes
les moins critiques
envers les autorités

3. QUAND VLADIMIR POUTINE SUSPEND LA CONSTITUTION : DES JEUX SOUS ÉTAT D'URGENCE

Le 19 août 2013, Vladimir Poutine a signé un décret (oukaze n°686) visant à contrôler drastiquement la circulation des personnes et des biens à Sotchi dès le 7 janvier 2014, soit un mois avant le début des Jeux olympiques, et jusqu'à la fin des Jeux paralympiques, le 21 mars. L'inquiétude face aux menaces terroristes est palpable derrière les mesures de sécurité draconiennes prévues par le texte. En juillet 2013, Dokou Oumarov, leader islamiste autoproclamé « émir du Caucase », avait en effet appelé à empêcher « par tous les moyens permis par Allah » la tenue des Jeux, qualifiés de « danses sataniques sur les os de nos ancêtres ». Le territoire sur lequel se dérouleront les Jeux est divisé en « zones interdites » et « zones contrôlées », où seront mis en place des contrôles policiers et des fouilles systématiques. Les passages aux postes frontières voisins seront sévèrement limités. Un registre centralisé sera mis en place pour recenser toutes les personnes disposant d'une accréditation officielle, qui seront seules habilitées à se déplacer sur le territoire.

Ces dispositions draconiennes impacteront forcément le travail des médias locaux. Interrogé par Reporters sans frontières, Levan Broladze répond : « Il n'y a pas à Sotchi de typographie capable de produire le volume et la qualité que nous demandons. Aussi, nous sommes contraints d'imprimer à Krasnodar. Dans la mesure où le transport sera interdit, nous sommes en train de rechercher un nouveau véhicule, un nouveau chauffeur qui habite à Sotchi et qui puisse être habilité à rentrer dans la ville... Nous rencontrerons peut-être aussi des problèmes pour accéder à toutes les boîtes aux lettres que nous couvrons actuellement. Mais nous n'avons absolument rien contre cela, ces contraintes sont compréhensibles, il est avant tout nécessaire d'assurer la sécurité des Jeux. »

Outre ces contraintes sécuritaires compréhensibles, il y a beaucoup plus inquiétant : le décret interdit purement et simplement « tout rassemblement, meeting, manifestation, cortège ou piquet », autre que les manifestations liées aux Jeux. Il ne précise pas en quoi la suspension de libertés aussi fondamentales est nécessaire. Une partie des médias russes ont souligné la disproportion de cette disposition et dressé un parallèle entre le régime d'exception instauré à Sotchi et les mesures propres aux « opérations contre-terroristes » (KTO) régulièrement menées dans les républiques caucasiennes voisines. Surtout, des juristes ont souligné que selon la Constitution russe, les libertés fondamentales ne pouvaient être restreintes que par la loi ou en cas d'état d'urgence – en aucun cas par un simple décret présidentiel. Adopté en pleine polémique internationale sur la loi russe pénalisant la « propagande des relations sexuelles non traditionnelles », ce décret vise clairement à prévenir tout mouvement contestataire. Il rappelle aussi, de manière inopportune pour le Kremlin, la persistance d'une réalité que ce dernier s'efforce de minimiser : la guerre civile larvée qui ronge certaines républiques du Caucase russe, notamment le Daghestan. A quelques centaines de kilomètres de Sotchi, la population civile, dont les journalistes, continuent de lui payer un lourd tribut.

CONCLUSION

UN SPORT DE COMBAT ET D'ENDURANCE

« Il y a deux ans, rappelle Galina Tachmatova, nous avons fêté le vingtième anniversaire de la loi russe sur les médias [qui avait proclamé les garanties démocratiques à la chute de l'Union soviétique]. Malheureusement, cet événement est passé quasiment inaperçu dans la région aussi bien que dans le reste du pays. [...] Nous sommes les seuls responsables [de la situation des médias locaux]. Le désir de confort et l'absence de position citoyenne des journalistes sont liés, de mon point de vue, à l'absence de demande d'un journalisme honnête dans la société russe, à l'heure actuelle. »

Pourtant, au détour d'une phrase, on comprend quel est le prix à payer pour maintenir cette définition exigeante de son métier : la grande précarité économique du journal et de ses collaborateurs, le prix payés par les proches, privés de nombreuses perspectives, les ressources et le temps consacrés aux procès... Il est possible de faire le choix du journalisme indépendant, en effet. Mais s'y consacrer est un choix personnel fort, qui exige plus qu'une déontologie professionnelle scrupuleuse. C'est un sport de combat mais aussi d'endurance, qui exige une détermination et une persévérance rares.

RECOMMANDATIONS

Reporters sans frontières demande

Aux autorités fédérales et locales :

- De réformer en profondeur le système de soutien aux médias locaux, et notamment celui des « contrats de fourniture d'information », de façon à limiter la dépendance des titres locaux envers l'administration et de prévenir toute ingérence éditoriale.
- De traiter tous les médias d'information sur un pied d'égalité, en matière de subventions et d'accès à l'information publique.

Aux institutions judiciaires :

- De remettre Nikolai Iarst en liberté conditionnelle et de lui garantir le bénéfice d'un procès équitable.
- De sanctionner les poursuites abusives intentées contre des journalistes et des médias dans le seul but de les intimider et de gêner leurs activités.

Aux journalistes et patrons de presse :

- De dissocier au maximum la gestion économique de la gestion éditoriale des médias.
- De mettre en place dans chaque média des structures permettant aux rédactions de préserver leur indépendance éditoriale par rapport aux actionnaires.

Aux journalistes étrangers qui se rendront à Sochi pour couvrir les Jeux olympiques :

- D'essayer par tous les moyens de rencontrer les journalistes et acteurs de la société civile locale, pour témoigner de leur condition.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, New York, Stockholm, Tunis, Turin, Vienne, Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Directeur général : **CHRISTOPHE DELOIRE**
Responsable du bureau Europe de l'Est et Asie centrale : **JOHANN BIHR**
europe@rsf.org

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION